



PANORAMA DES FINANCEMENTS CLIMATIQUES EN FRANCE EN 2011

Résumé pour décideurs

Octobre 2014

AUTEURS :

ROMAIN MOREL, IAN COCHRAN, ROMAIN HUBERT, JEANNE DEQUESNE (CDC CLIMAT RECHERCHE)

MORGAN HERVE-MIGNUCCI (CLIMATE POLICY INITIATIVE)

cdc
climat
recherche

GRUPE
Caisse
des Dépôts

Cette étude recense et analyse les dépenses en investissement réalisées en France en 2011 qui ont contribué directement ou indirectement à la réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) : ceci correspond aux dépenses d'investissement en infrastructures (énergies renouvelables, bâtiment de haute qualité environnementale, transports en commun, etc.). L'analyse reprend dans son ensemble la méthodologie développée par *Climate Policy Initiative* (CPI) et appliquée à l'échelle globale ainsi qu'aux flux nationaux en Allemagne [CPI, 2012b] et en Indonésie [CPI, 2014].

Ce rapport permet ainsi d'avoir un premier aperçu de ce qui est fait en France pour réduire les émissions de GES. Le principal objectif de cette étude n'est néanmoins pas d'obtenir une précision parfaite de mesure des flux de finance climat en France en 2011. Identifier le poids des différents secteurs, des différents instruments, de leur usage ainsi que le rôle des différents acteurs ne requiert, en effet, pas une précision à l'euro près.

Le financement de la transition énergétique est une question centrale pour laquelle les données disponibles sont souvent partielles. Ce rapport devrait permettre de nourrir le débat en fournissant des ordres de grandeur sur le périmètre « France » complet.

22,2 milliards d'EUR d'investissement dont la majorité par le secteur privé

Cette étude recense 22,2 milliards d'EUR d'investissements dans des projets tangibles de réduction des émissions de GES en France en 2011.¹ Tous secteurs confondus, les énergies renouvelables représentent un investissement de 9,0 milliards d'EUR dont les subventions à l'investissement représentent 1,0 milliard d'EUR.² D'une manière générale, les opérations liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique sont principalement – pour les trois-quarts des montants – opérées par des acteurs privés. Dans le secteur des transports, l'image est moins claire puisque les porteurs de projet sont des organismes publics dont le financement provient en partie d'acteurs privés.

L'efficacité énergétique est le deuxième poste d'investissements climatiques, pour un montant global de 8,3 milliards d'EUR. La part de subventions et prêts concessionnels – donc ce qui a un coût pour le secteur public – représente alors 2,3 milliards d'EUR. Ces investissements sont concentrés dans le secteur du bâtiment (6,7 milliards d'EUR).

Néanmoins, les acteurs publics sont surreprésentés par rapport à leur poids dans l'économie

Le poids des acteurs publics dans les dépenses d'investissement est bien plus grand dans les investissements climatiques – 40% avec les dépenses sur les transports – que dans le reste de l'économie.³ Même si l'intervention du secteur public consiste parfois à subventionner partiellement

¹ Ce montant correspond à la moyenne entre des totaux de 20 et 24,4 milliards d'EUR selon le périmètre retenu pour le secteur des transports. Il ne contient pas 900 millions d'euros investis dans de nouvelles capacités de production d'électricité nucléaire en France en 2011.

² Le principal dispositif de soutien aux EnR – le tarif de rachat – ne fait pas partie de ce montant puisqu'il ne s'agit pas d'une subvention à l'investissement, mais plutôt une incitation.

³ En moyenne, les dépenses publiques en investissement tournent autour de 3-3,5% du PIB [CESE, 2012].

un projet (3 milliards d'EUR), ce type d'intervention est bien plus développé en France qu'il ne l'est en Allemagne par exemple.

Des investissements insuffisants mais des objectifs réalisables

Le montant de 22,2 milliards d'EUR d'investissement annuel – hors nucléaire – est en-dessous des besoins identifiés dans le cadre du Débat national sur la transition énergétique (DNTE). Néanmoins, la sélection des projets éligibles dans la présente étude et le périmètre retenu par les scénarios du DNTE diffèrent. Les ordres de grandeur évoqués sont toutefois proches – autour de 50 milliards d'EUR par an pour les scénarios du DNTE pour un périmètre d'action néanmoins plus large.⁴ Une partie des financements nécessaires à la transition énergétique est donc d'ores et déjà réalisée mais l'effort restant à effectuer nécessite des évolutions importantes.

Cependant, alors que l'année 2011 représente un pic d'investissements dans les énergies renouvelables, l'évolution des années suivantes laisse à penser que la marche à gravir est peut-être un peu plus haute aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2011. Ces évolutions sont concomitantes des évolutions réglementaires – comme la baisse des tarifs de rachat par exemple. Leur rôle, même s'il n'est pas parfaitement capté par ce genre d'étude, ne doit pas être négligé.

Aperçu des résultats et questions en suspens

Les résultats de cette étude peuvent être résumés par le graphique de la Figure 1. Ces informations, ainsi que la comparaison avec les résultats d'études similaires dans d'autres pays soulèvent certaines questions nécessitant plus d'approfondissement. Ainsi, il est difficile de juger de l'efficacité des politiques, qu'elles se traduisent ou non par des montants de dons ou prêts concessionnels dans cette étude. Etudier la pertinence des dispositifs d'information et de soutien différents entre les pays nécessite de prendre en compte les contextes nationaux et locaux.

Le rôle des différents intermédiaires et les circuits de financement montrent certaines disparités entre la France et l'Allemagne. Ainsi, le rôle de la KfW en Allemagne et son appui sur le réseau bancaire existant n'a pas d'équivalent en France. Une analyse plus approfondie sur le rôle respectif des banques de détails et des banques de financement et d'investissement peut s'avérer utile, notamment pour adapter les outils mis en place. Une analyse de défrichage présentée ci-dessous permet de mettre en valeur, en 2011, un équilibre entre les deux types d'institution bancaire. Néanmoins, une plus grande disparité existe suivant le type d'action – efficacité énergétique ou énergie renouvelable – et le secteur concernés.

Enfin, si la perception de l'adéquation des investissements existants avec les investissements nécessaires pour réussir la transition énergétique est améliorée grâce à notre étude, des marges de progrès quant à son analyse et son effectivité persistent. La répétition de cet exercice sur plusieurs années ou sur d'autres pays européens pourrait permettre d'améliorer et d'approfondir l'analyse. D'autres formats d'études pourraient également s'avérer nécessaires.

⁴ Les estimations du DNTE prennent en compte l'ensemble des investissements énergétiques. Les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies bas-carbone font partie de ces investissements.

Figure 1 – Diagramme des flux climatiques en France en 2011

